

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 34 Septembre 2006

Pour une économie... économe !

Petit conseil pratique pour gagner du temps à la lecture de vos journaux favoris : sautez les articles qui parlent de **croissance** sans restriction ni commentaire. Ce sont les plus nombreux. Ils n'aident en rien à préparer l'avenir.

La question **écologique** commence pourtant à interpeller le petit monde des économistes, ou du moins les plus clairvoyants d'entre eux. Alors, comme ils ne voient pas comment faire reculer le chômage sans croissance, ils précisent : une croissance plus « durable », riche en emplois (sans bien expliquer comment la croissance peut être « durable »)...Deux articles dans le numéro du 14 septembre de *Politis* (cet hebdomadaire de qualité hélas menacé : son président a déposé le bilan), font progresser le débat.

« Les concepts de base de ces raisonnements sont-ils toujours pertinents pour penser les trajectoires futures ? », se demande Jean Gadrey (« *Des concepts dépassés* »)...

...Qui observe que, pendant les « trente Glorieuses », l'essentiel de la croissance était quantitatif (plus de quintaux de blé, plus de mètres carrés de logement, plus de téléviseurs et de voitures, ...), et les gains de productivité étaient obtenus par la « substitution du capital technique au travail » (plus de machines). Au prix de la consommation de ressources naturelles souvent non renouvelables (dont l'énergie), et des pollutions associées (mais on ne s'en souciait pas, et on ne le faisait pas intervenir dans les calculs) .

...Et que, depuis une trentaine d'années, les emplois se créent exclusivement dans les **services** (qui représentent 75 % de l'emploi en France, contre 43 % en 1965), et surtout dans des services « non ou peu industrialisables » : services aux personnes âgées dépendantes et à la petite enfance, services d'éducation, de santé et d'action sociale, services de proximité associatifs, services de conseil et d'assistance aux entreprises et administrations...

...Et enfin que la notion de « gains de **productivité** sources de croissance » n'a pas de sens pour ces services. « Il faudrait des **évaluations démocratiques de l'utilité sociale et écologique des activités et des emplois** », poursuit Jean Gadrey. « **Les économistes perdraient le monopole de l'analyse de l'emploi, qu'ils détiennent abusivement.** On verrait probablement qu'il ne faut pas moins de travail, mais davantage et de meilleure qualité, pour répondre à des besoins justifiés et plus soutenables ».

On le voit : **l'hymne à la croissance** (sous-entendu : sinon, pas d'emplois) **n'amène que de la confusion** ; l'indicateur « taux de croissance » n'aide en rien à comprendre ce qu'il faut faire. D'autres indicateurs, plus pertinents, sont à notre disposition : le taux de chômage, les quantités de ressources non renouvelables consommées, les quantités émises de gaz à effet de serre et autres pollutions ... Et il faudrait mettre en place un recensement des besoins et des ressources disponibles, ce qu'en d'autres temps on appelait « planification démocratique »...

Attention, cependant, nous disent Cyril Di Méo et Jean-Marie Harribey (*Du danger de la décroissance*) à ne pas se laisser entraîner, avec les partisans de la décroissance, à « une remise en cause des modes de socialisation de la richesse ». « L'autoproduction, le don, les systèmes d'échange locaux, et nombre d'autres formes d'échanges non monétaires », sont certes respectables à titre individuel. Mais ils ne doivent pas faire oublier que « **la monétarisation de la production et de la consommation permet, au delà de la sphère marchande et via les prélèvements obligatoires, leur socialisation partielle dans le cadre de l'Etat providence.** Assurance maladie, assurance chômage, retraites par répartition sont assises sur cette économie monétaire. Et c'est au nom d'une **solidarité collective obligatoire et anonyme** que s'exerce cette protection sociale, c'est-à-dire une certaine **redistribution** ».

On pourra se demander s'il est vrai que, dans le prolongement de leur discours sur la frugalité et la simplicité volontaire, « les décroissants » aspirent réellement à la disparition des mécanismes de redistribution sociale. Mais on pourra s'accorder avec les auteurs sur la nécessité d'explorer « les voies d'une **socialisation démocratique** et d'une **écologisation de l'activité économique** ». « La part des activités non marchandes, dont le financement est collectif, doit progressivement s'étendre au détriment de la sphère de la marchandise. La réduction des inégalités, au Nord comme au Sud de la planète, pourra se faire essentiellement par le biais de l'augmentation et de l'amélioration des services publics, de la protection sociale, de l'éducation, et par celui d'une répartition entre tous du travail à accomplir pour que chacun puisse moins travailler ».

On progresse, on progresse ! ...

Bonnes nouvelles

La forêt de France se développe. La France possède le troisième massif forestier d'Europe. Il couvre 29 % du territoire et s'accroît tous les 7 ans de l'équivalent de la superficie de la Marne. Une richesse économique, et écologique, au moment où l'ONU dénonce le rythme alarmant (9 millions d'hectares par an) du déboisement des régions tropicales. Le marché du bois se remet peu à peu des tempêtes de décembre 1999, qui avaient mis à bas trois années de récolte. (*Le Monde, 17-18 décembre*).

Pour la quatrième année consécutive en 2005, les automobilistes français ont consommé moins de carburant.

Il y a là l'effort des constructeurs pour des véhicules plus économes (la consommation moyenne est passée de 8,3 litres aux 100 km en 1990 à 6 litres aujourd'hui. Mais aussi : avec 398 milliards de kilomètres parcourus, la circulation n'augmente plus, le chiffre est stable depuis quatre ans. Il est vrai que néanmoins, à cause de l'augmentation du coût, le budget moyen des ménages consacré à l'achat de carburant a augmenté de 11 % en 2005 par rapport à 2004, passant à 1085 €. (*Le Monde, 29 juin*).

Monde

Consommation de viande et forêt amazonienne, quel rapport ?

Au Brésil, le **soja** occupe un tiers de la surface agricole totale, 23 millions d'hectares, 100 fois plus qu'il y a 50 ans. Les planificateurs estiment que les surfaces pourraient quadrupler d'ici 2020. La récolte a atteint 53 millions de tonnes (Mt) en 2004-2005, et le pays pourrait bientôt dépasser le premier producteur mondial, les Etats-Unis (85 Mt). L'Argentine, le Paraguay et la Bolivie sont eux aussi devenus superexportateurs de soja, les surfaces cultivées s'y accroissent de 17% par an depuis 5 ans.

Le soja est en effet une graine miracle pour les éleveurs (40 % de protéines, 20 % d'huile), le couple soja-maïs a contribué à la forte augmentation de la productivité des éleveurs, ainsi qu'à l'essor d'ateliers hors-sol aux tailles gigantesques. Surtout dans les secteurs du **porc** et de la **volaille**, qui assurent respectivement 40 % et 30% de la production mondiale de viande. **La consommation mondiale de viande (250 Mt) augmente de plus de 2% par an.** C'est sans surprise aux Etats-Unis que la consommation par personne est la plus élevée : 120 kg par an ! Mais ce modèle alimentaire se répand : en Chine, la consommation a été presque multipliée par 4 entre 1983 et 1999 (de 16 à 59 Mt) ; elle pourrait atteindre 84 Mt en 2010.

Pays d'origine du soja, la Chine en est un producteur traditionnel, mais elle est devenue importatrice en 1995. **L'Union européenne importe 80 %** des oléoprotéagineux nécessaires à son élevage. Avec ses terres en jachère, elle ne manque pourtant pas d'espace cultivable, mais, au début des années 60, en contrepartie du droit de protéger son secteur céréalier, la Communauté européenne, alors déficitaire en blé, avait concédé aux Etats-Unis une exemption de droits sur les importations de soja ; cette situation, qui perdure aujourd'hui, a empêché l'émergence d'une filière d'oléoprotéagineux en Europe.

L'extraordinaire expansion du soja s'est appuyée sur une concentration foncière très importante, une mécanisation très poussée, l'utilisation massive d'engrais. Le nombre d'emplois agricoles dans le secteur du soja a été divisé par deux au cours des 10 dernières années au Brésil. **Les sols s'érodent, s'appauvrissent**, les OGM contaminent les variétés traditionnelles. L'irrépressible appétit de terres pousse les exploitations vers les zones encore vierges, en particulier la forêt amazonienne. (*Alternatives économiques, septembre*)... et tant pis si cela contribue à aggraver le changement climatique... !

Indonésie : 1,5 million d'hectares de forêt disparaissent chaque année.

Les forêts, qui recouvraient 74 % de l'archipel au milieu du XXème siècle, n'en recouvrent plus que 56 %. « Les forêts indonésiennes sont victimes de la pression des marchés internationaux, qui réclament toujours plus d'huile, de papier ou de bois, et de trente années d'investissements encouragés par l'Etat, qui a privilégié les profits immédiats sans considération pour le développement à long terme », estime Rully Sumanda, le coordinateur national du forum indonésien pour l'environnement. Les industries du secteur consomment près de 74 millions de mètres cubes de bois par an, alors que la croissance naturelle des forêts ne correspond qu'à 20 millions de mètres cubes par an.

Assurez-vous, en achetant un meuble, ou du parquet, que le bois est labellisé par le Forest Stewardship Council (FSC), qui garantit que le bois provient d'une exploitation forestière soutenable. (*Alternatives économiques, septembre*).

Nourriture :

Selon un rapport conjoint de l'OCDE et de la FAO (*perspectives agricoles 2006-2015*), l'amélioration de la productivité ne sera pas suffisante pour répondre aux besoins alimentaires des populations croissantes. Comment nourrir 7 milliards d'humains en 2015 ? « L'urbanisation pourrait se traduire par une chute de la production agricole, une dépendance accrue vis-à-vis des importations et une insécurité alimentaire accrue ». Les deux organisations (OCDE et FAO) observeront de près l'impact sur les cultures alimentaires du développement des biocarburants. (*Le Monde, 6 juillet*).

La fin prochaine du cuivre, du zinc, de l'uranium...

Au rythme actuel de consommation, les réserves connues de cuivre sont évaluées à 31ans, celles du zinc à 22 ans. Au Chili, premier producteur de cuivre avec 35 % de la production mondiale, la fin de l'exploitation à ciel ouvert est pour demain (2014), il ne restera plus à exploiter que des ressources souterraines.

Selon l'Agence pour l'énergie nucléaire, liée à l'OCDE, les réserves connues d'uranium ne représentent que 4,7 millions de tonnes, soit 85 ans de production au rythme actuel. Mais beaucoup moins si on assistait à une relance rapide de cette filière à l'échelle mondiale.

Pour être complet, il faut ajouter que l'AEN estime cependant que moyennant un effort de prospection supplémentaire et l'exploitation de l'uranium présent dans les phosphates, on pourrait porter les réserves exploitables à 35 M tonnes. De même, on trouve toujours des experts pour annoncer que, moyennant des efforts de prospection, les réserves croîtront aussi vite que le rythme d'extraction.

On mise ainsi sur l'exploitation des nodules polymétalliques présents au fond des mers...sans indiquer que l'extraction sera de plus en plus coûteuse, en argent, en énergie, et en dégradation de l'environnement.

La problématique des métaux ne préoccupe guère les pouvoirs publics, qui, à quelques exceptions près, font confiance au jeu des marchés pour régler la question. Or, rien ne garantit que, dans ce domaine comme dans celui des énergies fossiles, le libre jeu des forces du marché suffise à éviter que l'épuisement progressif des ressources minières ne précipite l'économie mondiale dans une crise aux conséquences redoutables. (*Alternatives économiques, septembre*).

Israël : « Sil est indiscutable qu'Israël a le droit de se défendre, la **déméure** des châtements infligés aux civils palestiniens et libanais ne traduit paradoxalement qu'une sorte de folle impuissance. Pour une raison simple, que des Américains eux-mêmes commencent à comprendre et que l'ancien président William Clinton exprime ainsi : « nous ne pouvons pas tuer tous nos ennemis ». Ceux d'Israël dans la région étant légion. Dans une guerre asymétrique, une supériorité militaire écrasante ne garantit aucunement la victoire. Les Etats-Unis en refont l'amère expérience. « J'ai bien peur que l'Irak ne devienne notre pire désastre depuis le Vietnam », redoute l'ex-secrétaire d'Etat Madeleine Albright. Recourir à un militarisme excessif ne rapproche pas de la solution politique, tant que la paix –seule garantie de la sécurité d'Israël – ne sera pas gagnée. Et la paix passe toujours par des négociations avec l'ennemi. »

Terrorisme : « Au cours de ces années, M. Bush a cru pouvoir ramener les problèmes du monde au seul terrorisme et traiter le terrorisme par la seule répression militaire. Il s'est trompé. Et a foulé aux pieds tellement de droits que Noam Chomsky va jusqu'à parler d'« administration la plus dangereuse de l'histoire américaine », n'hésitant pas à qualifier son pays de « principal Etat terroriste » de la planète. »

Mondialisation : « La guerre d'Irak coûte très cher. En 2005, les dépenses militaires des Etats-Unis ont atteint les 500 milliards de dollars, soit autant que le reste du monde. L'Amérique importe du capital au rythme de 700 à 800 milliards de dollars par an. Capital qui finance la consommation de biens importés. Le déficit commercial américain **risque** d'entraîner une baisse du dollar, une hausse des taux d'intérêt, une chute des Bourses et une **récession mondiale**.

Évalué à près de 700 milliards de dollars, le **déficit américain** profite aux pays à main d'œuvre bon marché (Chine, Inde, Corée du Sud, Taïwan, Brésil, Mexique) dont l'expansion économique commence à préoccuper les puissances dominantes. La concurrence des entreprises de ces pays devient plus menaçante. Les offres spectaculaires de rachat, comme celle de l'indien Mittal Steel sur le sidérurgiste européen Arcelor, vont se multiplier.

On peut par conséquent parier que la mondialisation approche d'une fin de cycle. Sur sa lancée actuelle, elle pourrait menacer la domination de vieilles puissances de toujours. **Une nouvelle période de protectionnisme n'est donc plus à exclure.** » (Ignacio Ramonet, dans un remarquable article sur « un nouvel état du monde », *Le Monde diplomatique*, septembre).

France

Gérard Filoche (PS) analyse les causes profondes du 21 avril 2002. Il en voit deux :

La première, c'est le **bilan** du gouvernement Jospin qui était nettement partagé, positif et négatif, pas unilatéral. On a pu, certes, souligner qu'il était "le plus à gauche d'Europe". Mais au plan intérieur il était pourtant en dessous des exigences sociales des salariés français, ce qui l'a perdu.

La deuxième est dans la **campagne** de Lionel Jospin : elle n'a pas su dessiner un projet de transformation sociale assez radical pour séduire ceux auxquels il était vraiment censé s'adresser. Pas de projet de changement de société, pas d'idéal socialiste, pas de souffle global, pas de mesure-phare pour le salariat.

En matière de bilan, il faut combattre le simplisme selon lequel Lionel Jospin aurait "agi comme la droite", et qu'il aurait "été social-libéral comme Blair". Dans le rapport de force français et mondial, le gouvernement "rouge-rose-vert" de Lionel Jospin avait des caractéristiques plus avancées, qui le distinguaient significativement des tenants de la "troisième voie" Clinton-Blair. Il était davantage proche de ce que fut le premier gouvernement de la gauche en 1981-82. Il a opéré certains choix volontaires que le reste de la social-démocratie européenne refusait à cette époque : les "35 h sans perte de salaire" ; des droits nouveaux du travail ; le maintien des retraites ; la CMU, l'APA ; mais aussi le PACS, la parité, l'IVG à 14 semaines, des pas vers le non-cumul des mandats...

La France était, après novembre-décembre 95, la défaite de Chirac en 97, et au terme des cinq ans de la gauche, en 2002, un des pays au monde les plus avancés socialement.

Cela provenait d'un rapport de force, qui est lui-même un "résultat différé" de la grande grève générale de novembre-décembre 1995 et de la mise en place d'un gouvernement de coalition rouge rose verte. Cela provenait aussi de ce qu'au cours des années 1997 - 2000, la combativité des salariés (nombre de jours de grève, durée des grèves, caractère massif des grèves, priorité revenue aux revendications salariales, etc.) avait été remarquablement dynamique et croissante : pour la première fois depuis les années 70, l'activité sociale se re-développait à un rythme très fort.

En cinq ans, le salariat s'était renforcé et non pas affaibli.

La masse salariale globale avait ré augmenté par rapport au capital. Pour la première fois depuis deux décennies.

De 1977 à 1997, la politique de développement du chômage et de précarisation de l'emploi avait pesé sur les salaires et obtenu une hausse importante de la part des profits dans la valeur ajoutée : elle était passée, en France, de 31 % à 41 %. De 1997 à 2002, le gouvernement Jospin a stoppé cette régression de la part des salaires dans la valeur ajoutée : elle n'a pas ré augmenté, mais elle a stagné à 59 %.

Les inégalités qui se creusaient sous la droite, ont été freinées (cf. "CAC 40 des inégalités" d'Alternatives économiques) puis ont stagné elles-aussi.

Ce gouvernement a favorisé délibérément la croissance, et fait **reculer le chômage** de masse : 1 742 000 emplois créés en cinq ans dont 643 000 dans la seule année 2000, record historique sans précédent (+ 4,3 %).

Le taux de chômage des jeunes est passé de 28 % en 97 à 18,7 en 2000.

Il a imposé une **avancée majeure** avec la **réduction du temps de travail** par la loi à 35 hebdomadaires : 400 000 emplois créés, 21 millions de salariés concernés, même si, hélas, un sur deux en a réellement bénéficié, et encore un sur trois, parmi ceux-là, en a vraiment profité comme une conquête sociale (2 à 3 millions de salariés). Une loi pleine de contradictions mais nettement plus avancée que n'importe où ailleurs.

Il y a même eu un **petit début de recul de la précarité** (- 0,4 % environ) des CDD (- 33 000 soit une baisse de 1,5 % entre mars 2000 et mars 2001) temps partiels (- 0,6 %) en fin 2000, début 2001 et une forte baisse du chômage partiel (-64 % en 1999) y compris des "emplois aidés" (de 455 000 à 408 000). L'intérim baisse fin 2000-2001 mais il ré augmente en 2° semestre 01.

Il y a eu aussi une hausse du nombre et de la durée moyenne des CDI.

Tous cela a réellement distingué Lionel Jospin du reste de la pratique social-démocratie européenne. Ceux qui ont intérêt à le nier ou à le sous-estimer privent notre gauche française d'autant de point d'appui, de référence sur ce qui est possible, et d'espoir d'aller plus à gauche.

Ni Laurent Fabius, ni Dominique Strauss-Kahn n'avaient apprécié à l'époque et ne l'avaient fait savoir, les aspects les plus avancés des 35 h ou de la loi de modernisation sociale. Seul Laurent Fabius est revenu depuis, et l'a expliqué sur l'appréciation de ce qu'il défendait en matière de baisse d'impôts et en matière sociale.

En vérité, à l'heure du bilan, en 2002, il y avait de quoi se féliciter de ce que le socialisme français ait plutôt été un pôle de résistance au social-libéralisme, et à "la troisième voie" façon Blair... même si, encore une fois, **cela n'a pas été suffisant pour répondre au niveau des exigences sociales.** Et c'est tout le drame du 21 avril.

Fusion GDF-Suez : la véritable motivation : privatiser Gaz de France. Cette entreprise publique est l'une des plus importantes compagnies gazières du monde. A titre de comparaison, le groupe Suez est trois fois plus petit. Comment croire alors qu'un rapprochement entre les deux entreprises se justifierait par un changement d'échelle ? (*Politis*, 14 septembre).

Carte scolaire : « abandonner la carte scolaire, c'est la certitude que les établissements des quartiers pauvres deviennent des ghettos », estime François Bayrou dans *le Parisien* (10 septembre). « Tous ceux qui le peuvent s'en vont et ceux qui ne le peuvent pas restent. C'est maintenant le choix de Sarkozy et de Ségolène Royal, et c'est un choix de démission. » (*repris dans Politis*, 14 septembre).

Les élections approchent, le chômage baisse : le nombre de chômeurs a diminué de 261 000 entre fin 2004 et juin 2006, alors que seuls 127 000 emplois ont été créés dans le secteur marchand pendant la même période. Comment cela est-il possible ?

Du fait des **départs en retraite**, la population active augmente moins vite : de 119 000 personnes en 2005 contre 277 000 en 2003. Le nombre de sorties du chômage par radiation ou du fait d'absence aux contrôles est en augmentation sensible. Mais surtout, la baisse du chômage est due à la reprise des **emplois aidés** : leur nombre avait baissé de 59 000 en 2003, alors qu'il a progressé de 14 000 en 2005. Et 80 000 contrats supplémentaires sont prévus dans la loi de finance 2006. (*Alternatives économiques, septembre*)

Ainsi, après avoir supprimé massivement les emplois aidés, au nom du libéralisme économique, et avoir ainsi délibérément maintenu un chômage élevé et aggravé la crise sociale, le gouvernement y recourt à son tour tout aussi massivement, à l'approche des élections...

Nos chers patrons : le patron de Vinci, Antoine Zacharias, a empoché en 2005 l'équivalent de ... 1870 années de SMIC (252 en rémunération salariale, et le reste en plus-value potentielle, au 18 juillet 2006, sur les stock-options qui lui ont été attribuées en 2005). Suivent les patrons de L'Oréal (1220 années de SMIC), d'AXA (669 années de SMIC), de la Société Générale (547 années de SMIC), ... Quant à Bernard Arnault, qui dirige la société de produits de luxe LVMH (la seule société du CAC40 qui, en dépit de la loi de 2001 qui en fait obligation, n'a pas rendu publique la rémunération de son PDG dans son rapport annuel), il a reçu une rémunération de plus de 2 millions d'euros nets (une fois payés les charges sociales, la CSG et l'impôt sur le revenu)... sans compter les 450 000 stock-options qui lui ont été attribués l'an dernier et qui affichent une plus-value potentielle de 9,8 millions d'euros ! (*Alternatives économiques, septembre*)

La guerre de l'ortie : Interdit de dire que l'eau chaude est un bon désherbant pour les allées... Interdit de dire que de simples feuilles de fougère éloignent les chenilles des choux... Interdit de donner la recette séculaire d'un extrait d'ortie, appelé purin !

L'auteur d'un ouvrage sur le purin d'ortie a fait l'objet d'une perquisition à son domicile, d'une saisie d'écrits aux titres aussi sulfureux que « les plantes pour soigner les arbres », et d'une interpellation par la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Le purin d'ortie, mais aussi les préparations à base de fougères, pissenlits, sureau, consoude, tous ces produits utilisés depuis des générations, biodégradables et sans nuisances, sont désormais hors la loi, puisqu'elles ne sont pas homologuées.

Les fabricants des pesticides de synthèse sont contents : « si un acteur vend un produit de synthèse ou naturel, il doit prouver qu'il est régulier en qualité et en efficacité ; et cela implique un minimum de tests ». (*décroissance à Paris paris@décroissance.info; et Le Monde, 19 septembre*)

Cancer : Pan sur le bec ! Le numéro 31, au titre des « Bonnes nouvelles », reprenait (à partir du *Monde, 23-24 avril*) en ces termes la conclusion d'une étude conduite par l'Inserm : « Une personne qui a eu un cancer a pratiquement, dix ans après l'apparition de ce cancer, la même espérance de vie qu'une personne indemne de cette maladie. »

Ce qui donnait à penser que le cancer est (presque) vaincu. Mais, en fait, nous dit André Cicollella (*Politis, 29 juin*) « la surmortalité de 2 % concerne [seulement] ceux qui sont encore vivants au bout de dix ans. Le pronostic pour la plupart des cancers reste très sombre : à échéance de 5 ans, le taux de survie est de 70 % pour le cancer du sein, la principale affection chez la femme, 50 % pour la prostate, le principal cancer de l'homme, 35 % pour le colon-rectum, second cancer chez les deux sexes... Pas de quoi pavoiser, car aucun progrès thérapeutique majeur n'a été fait depuis 30 ans. » Et André Cicollella conclut : « il est urgent de changer de logique en agissant sur les causes environnementales du cancer plutôt que de bercer l'opinion avec des communications trompeuses. »

Ile-de-France

Cachan : 17 et 18 août 2006, la police évacue un ancien bâtiment universitaire de Cachan, dans le Val-de-Marne, habité par des centaines d'Africains depuis avril 2003; le maire de Cachan leur ouvre un gymnase. Le logement forcé dans des hôtels a été combattu avec vigueur par les femmes du gymnase (« ces hôtels ne sont pas vivables pour des mamans et leurs enfants », explique l'une d'elles ; il est impossible d'y faire la cuisine). Il a finalement été interrompu devant leur détermination. Nicolas Sarkozy a transformé une question de **logement social** en un problème d'immigration irrégulière. Pourtant, ces hommes et ces femmes, que l'Etat traite comme des délinquants, prennent part à la vie française souvent depuis plusieurs années. Ils y travaillent, ils y ont leurs enfants scolarisés, ils y ont tissé de nombreux réseaux de solidarité. En centrant le débat uniquement sur le volet migratoire, le ministre-candidat entend profiter électoralement de la peur des différences et attiser les tentations xénophobes de l'opinion (« la France se bat avec son passé colonial », explique l'historien Gilles Manceron). (*Politis, 14 septembre*). Au cours du week-end des 16 et 17 septembre, trois anciens squatteurs ont été expulsés vers le Mali, dont deux pères de famille qui laissent en France, l'un et l'autre, une femme et un enfant en bas âge (*Le Monde, 19 septembre*).

Montrouge

Les parents d'élèves écartés du conseil d'administration de la Caisse des écoles !

La Caisse des écoles est un établissement public communal géré par un conseil d'administration regroupant des représentants du conseil municipal, des parents d'élèves, des membres de l'éducation nationale ainsi que des membres souscripteurs.

Coup de théâtre lors de l'élection du C.A. (fixée le 29 juin, puis annulée par le maire, et reportée au 12 juillet) : les 9 parents candidats (dont 4 anciens administrateurs) se sont trouvés éliminés, les 11 élus sont de respectables retraités ! Curieusement, on a pu noter l'inscription récente de 70 noms, portant à 150 le nombre de sociétaires ! M. le maire tient-il à tout contrôler, y compris la Caisse des écoles ? (*pour plus de détails, consulter www.montbougnet.net; on y lira aussi, notamment, une interview de J-P Allétru par Etienne Lang sur « la décroissance, une idée qui progresse »*).

Courrier des lecteurs :

JCM réagit au n° 33 : Biocarburants : Attention de ne pas décrier une des rares alternatives crédibles à court terme qui a le grand mérite de ne pas augmenter le CO2 (puisque recyclé). Quand aux surfaces cultivables, elles sont mieux réparties que les champs de pétrole et engendrent donc moins de déséquilibres dangereux pour la paix !

Moratoire sur les autoroutes : Il vaut mieux certes mettre l'argent dans le rail, mais ne pas perdre de vue qu'à parcourir égaux ce sont des morts en moins, et même des économies de carburant à vitesse contrôlée.

Végétarien : Que l'ère industrielle rejette trop de gaz à effet de serre, aux effets désastreux, ne doit pas ouvrir une guerre totale contre tous les gaz à effet de serre qui font partie de la nature (sans eux la Terre serait un désert glacial, n'oublions pas, c'est une question de dosage). Laissons les ruminants fabriquer du méthane en paix comme leurs ancêtres. Est-ce Total qui a imaginé cet argument extravagant : c'est pas moi qui ai commencé, c'est le bouc ! (émissaire ici dans les deux sens du terme).

Sur le site <http://perso.orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, (...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.